



**MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE,
DES FINANCES
ET DE LA SOUVERAINETÉ
INDUSTRIELLE ET NUMÉRIQUE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Direction générale du Trésor



LETTRE D'ACTUALITÉS DÉVELOPPEMENT DURABLE

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE RÉGIONAL

DE BRASILIA

N° 35 – Semaines du 04 au 15 juillet 2022

SOMMAIRE

Environnement & Climat

- ❖ La BNDES souhaite imposer une comptabilité carbone aux projets qu'elle financera dès 2023.
- ❖ La loi d'orientation budgétaire pour 2023 prévoit un dispositif qui pourrait permettre de contourner les autorisations environnementales.
- ❖ Des petits propriétaires du Nordeste brésilien s'organisent en coopérative pour vendre des crédits carbone.

Énergie & Mines

- ❖ Face à une demande mondiale en plein essor, le Brésil prend des mesures pour le développement de sa production de lithium.
- ❖ Après la sécheresse de 2021, les réserves hydroélectriques débutent le mois de juillet avec de bons taux de remplissage.

Infrastructures & Transports

- ❖ La mairie de Rio de Janeiro souhaite doter la ville du plus grand réseau de tramway d'Amérique dans les 15 prochaines années.

Amazonie & Biomes brésiliens

- ❖ Dans une lettre aux candidats à la présidence, le think tank GT Infra présente ses propositions pour développer et protéger l'Amazonie.

– Suivi des chiffres sur la déforestation en Amazonie légale –

Environnement & Climat

La BNDES souhaite imposer une comptabilité carbone aux projets qu'elle financera dès 2023

Le 4 juillet dernier, le président de la Banque Nationale de Développement Économique et Social (BNDES), Gustavo Montezano, a affirmé que **la banque travaillait actuellement à la mise en place d'une comptabilité carbone pour tous les nouveaux projets qu'elle financerait à partir de 2023**. Ainsi, tous les clients de l'institution devraient avoir à **fournir un inventaire détaillé des émissions de gaz à effet de serre liées à leurs projets**. Cette annonce fait écho à la volonté affichée de la banque de jouer un rôle de « façonneur et d'inducteur du marché du carbone au Brésil ». **S'il n'existe aujourd'hui qu'un marché volontaire, le décret 10.075 paru le 19 mai dernier pose les bases d'un futur marché réglementé et le projet de loi n°528/2021, visant sa mise en œuvre, est actuellement débattu au Congrès**. De plus en plus active sur le sujet, la BNDES prévoit un **appel public pour l'achat de 50 M BRL (9,2 M EUR) de crédits carbone lors du second semestre 2022**. Un tout premier appel de cette nature avait eu lieu lors du 1^{er} semestre pour l'achat de 10 M BRL (1,8 M EUR) de crédits carbone. (Article [ici](#))

La loi d'orientation budgétaire pour 2023 prévoit un dispositif qui pourrait permettre de contourner les autorisations environnementales

Le Congrès brésilien a approuvé le 12 juillet dernier, la loi d'orientation budgétaire (LDO) pour 2023. **Le texte a fait vivement réagir sur les risques qu'il porte en matière de protection environnementale**. L'article 71 de la loi permet, en effet, **l'engagement de fonds fédéraux pour tout type de travaux, via un dispositif appelé « amendement de rapporteur », sans permis environnemental et sans projet d'ingénierie de base**. Selon les défenseurs du texte,

il ne serait toujours pas possible d'effectuer le paiement des montants engagés sans ces éléments, mais **l'opposition et d'autres observateurs environnementalistes soulignent que cette règle va toutefois accroître la pression politique, notamment de la part des gouvernements locaux et des membres du Congrès, pour débloquer les fonds avancés**. Le dispositif même « d'amendement de rapporteur » est également décrié. Les parlementaires impliqués dans ce type de demande de mobilisation de fonds ne sont pas identifiés, ni tenus de rendre compte de la destination des ressources, donnant ainsi à ce mécanisme le nom de « budget secret ». (Article [ici](#))

Des petits propriétaires du Nordeste brésilien s'organisent en coopérative pour vendre des crédits carbone

Avec l'aide de scientifiques et d'organisations environnementales, **de petits propriétaires de la région de la rivière São Francisco, dans le Nordeste brésilien, ont créé une coopérative de crédits carbone**. L'objectif est de mutualiser la vente de tels crédits issus de la préservation d'une partie de leurs terres. La mise en commun permet de gagner en visibilité et d'augmenter les volumes de crédits pour faciliter leur vente. **Il s'agit de la première initiative de cette nature au Brésil**. À date, le code forestier autorise les propriétaires de terres dans le biome Caatinga à déforester jusqu'à 80% de leurs terrains. Cela a conduit à une **très forte dégradation du biome et en a fait l'un des plus menacés par les activités humaines et le changement climatique**. Depuis 1985 le bassin de la rivière São Francisco a ainsi perdu 50% de sa surface en eau. La nouvelle coopérative **vise ainsi à apporter une meilleure soutenabilité économique aux petits propriétaires préservant plus de 20% de leurs terres, réduisant les inégalités dans la région et participant à la préservation du biome**. (Article [ici](#))

Énergie & Mines

Face à une demande mondiale en plein essor, le Brésil prend des mesures pour le développement de sa production de lithium

Métal-phare de la transition énergétique et élément aujourd'hui essentiel à la construction de batteries, **le lithium connaît une demande exponentielle à l'échelle globale**. La production mondiale, d'aujourd'hui 500 000 t/an, devra répondre à une demande qui **pourrait atteindre 2,2 Mt/an dès 2023**. Dans ce contexte, les présidents de l'ICMM¹ et de l'ANFAVEA² ont souligné **l'urgence pour le Brésil d'investir dans l'exploitation de ses ressources de lithium**. D'après les données du Service Géologique des États-Unis (USGS), **le Brésil représentait, en 2020, 4,8% de la production mondiale**. Cette même année, les réserves prouvées de lithium au Brésil s'élevaient à 470 000t (sur 89Mt à l'échelle mondiale) mais **seules 95 000t sont exploitables en l'état des moyens industriels du pays**. L'actualité récente laisse toutefois paraître **une prise de conscience des enjeux commerciaux liés à l'exploitation du métal**. **Le 5 juillet dernier, le président Jair Bolsonaro a signé un décret facilitant l'exportation – jusqu'alors interdite – de lithium et de ses produits dérivés**. Cette ouverture **pourrait permettre de générer des investissements de plus de 15 Mds BRL (2,8 Mds EUR) dans la production du minerai d'ici 2030**. Trois jours seulement après la parution du décret, le fonds d'investissement **Ore Investments a lancé la course en remportant la vente aux enchères de 33% du capital de la Companhia Brasileira de Lítio** (seule entreprise brésilienne à actuellement produire du lithium, filiale de l'entreprise publique de l'État du Minas Gerais Codemge qui a mis en vente sa participation acquise en 2018) **pour 208 M BRL (38,3**

M EUR). De son côté, la co-PDG du groupe canadien Sigma Lithium, promoteur d'un important projet de production de lithium brésilien, estime que le pays dispose de tous les atouts pour devenir une puissance du lithium « vert ». (Articles [ici](#), [ici](#), [ici](#) et [ici](#))

Après la sécheresse de 2021, les réserves hydroélectriques débutent le mois de juillet avec de bons taux de remplissage

En 2021, le plus intense épisode de sécheresse depuis plus de 90 ans avait touché le Brésil et mis à mal les réserves hydroélectriques du pays. La situation, qui avait fait resurgir la crainte d'un black-out à l'image de celui de 2001, avait poussé le gouvernement à prendre un éventail de mesures pour contenir la demande électrique, via une hausse des tarifs, et sécuriser l'approvisionnement par notamment la mise en service de centrales thermoélectriques à gaz, pétrole et charbon. **À l'issue de la saison des pluies de 2022, les réserves ont pu sensiblement se reconstituer et le risque de pénurie à court terme s'éloigne**. Le 12 juillet dernier le niveau des réservoirs hydroélectriques du pays s'élevait à **72% de la capacité de stockage nationale. Il s'agit du meilleur taux de remplissage pour un mois de juillet depuis 2011**. Le niveau du système Sudeste/Centre-ouest, qui représente 70% des capacités de stockage du pays, s'élevait quant à lui à 64%. L'année dernière, ce dernier avait atteint 29%. **Ce sursaut de précipitations ne doit néanmoins pas faire oublier une tendance de long terme à la baisse qui devrait se poursuivre sur les décennies à venir, avec une accentuation des épisodes de sécheresse**. (Article [ici](#))

¹ Conseil international des Mines et Métaux

² Association nationale des Constructeurs de Véhicules Automobiles (brésilien)

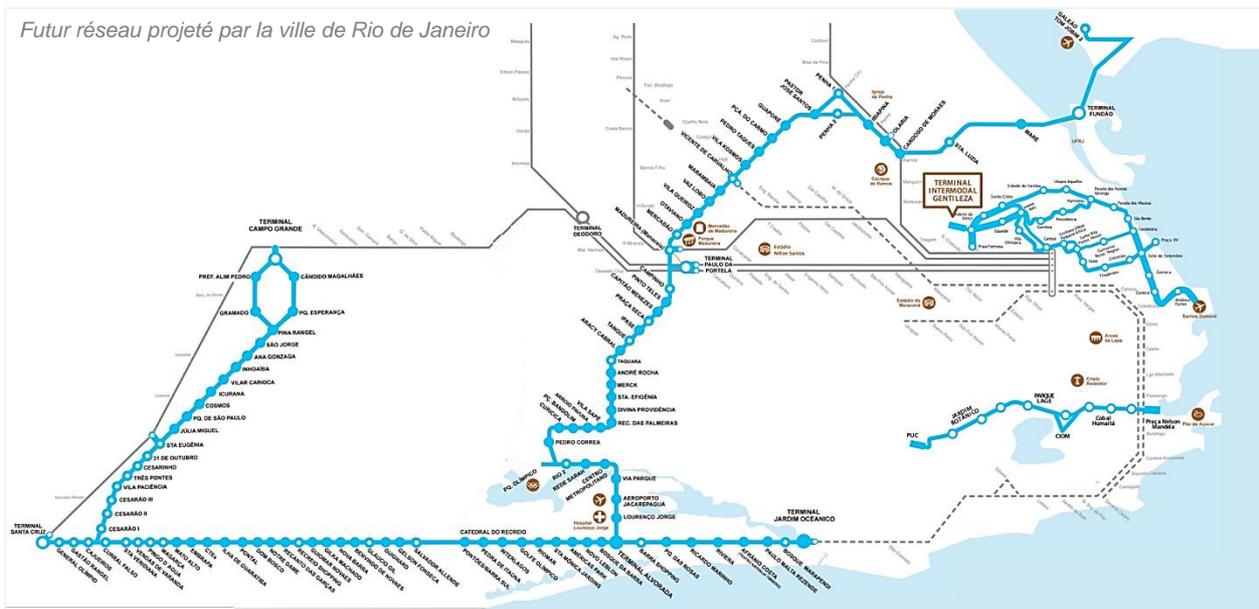


Infrastructures & Transports

La mairie de Rio de Janeiro souhaite doter la ville du plus grand réseau de tramway d'Amérique dans les 15 prochaines années

Le 7 juillet dernier, la mairie de Rio de Janeiro a divulgué un nouveau programme de développement de lignes de tramway pour les 15 prochaines années. Le plan prévoit la conversion des deux couloirs actuels de bus rapide Transcarioca (86km aller-retour) et Transoeste (125km aller-retour) en lignes de tramway, ainsi que la construction d'une nouvelle ligne de 12km entre les quartiers de Gávea et Botafogo. Au total, le futur

réseau pourrait compter 251 km de voies (aller-retour), ce qui en ferait le réseau de tramway le plus étendu de toute l'Amérique. À terme, la mairie espère transporter 500 000 passagers par jour via ce nouveau mode de transport et économiser 7 Mds BRL (1,3 Md EUR) grâce à la conversion des voies de bus. Le montant d'investissements estimé pour ces trois projets s'élève à 16 Mds BRL (2,9 Mds EUR). Après des études prévues au début de l'année prochaine, ce programme devrait déboucher sur un appel d'offres au second semestre 2023. (Article [ici](#) et [ici](#))



Amazonie & Biomes brésiliens

Dans une lettre aux candidats à la présidence, le think tank GT Infra présente ses propositions pour développer et protéger l'Amazonie

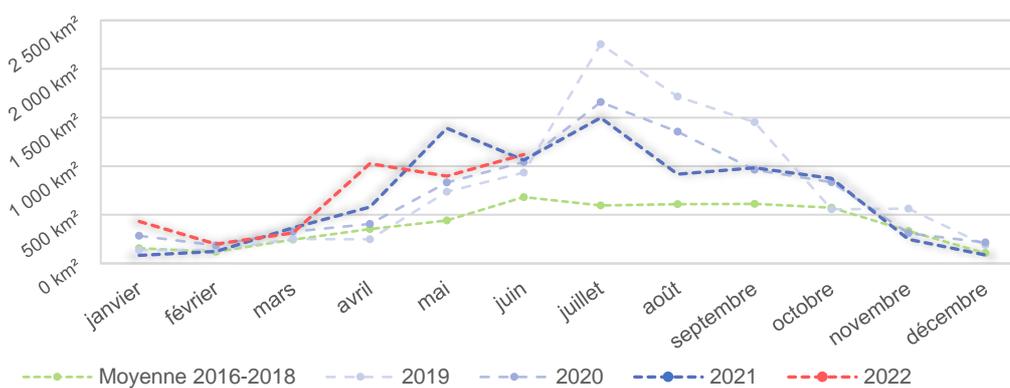
Le 6 juillet dernier, une soixantaine de membres du collectif GT Infraestrutura ont présenté une lettre

à l'intention des candidats à la présidentielle, pour proposer des mesures de protection et de développement de l'Amazonie. Ce collectif, formé d'ONGs, d'organisations socio-environnementales et indigènes, ainsi que de scientifiques, contribue depuis 2012 à l'élaboration de politiques énergétiques et

d'infrastructures « fondées sur la justice socio-environnementale ». Parmi les revendications présentées dans le document, les auteurs appellent notamment à lancer un **moratoire sur les grands projets énergétiques en Amazonie – notamment hydroélectriques – et à favoriser la micro-génération et la production décentralisée renouvelable dans la région**. D'après les signataires, il est nécessaire de **repenser le modèle**

de logistique amazonien au regard du contexte local et d'inclure davantage les populations locales dans les processus de réflexion et de décision. Ils demandent ainsi une **révision des grands projets ferroviaire en cours, notamment celui de la Ferrogrão**, qui vise à transporter du soja et du maïs sur près de 1000km entre les États du Mato Grosso et du Pará. (Articles [ici](#) et [ici](#))

Evolution des alertes à la déforestation en **Amazonie légale** émises par l'Institut National de Recherches Spatiales



Période du
1^{er} janvier au 08 juillet

4 403 km²
en 2022

+10%
Par rapport à 2021

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.
Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international